

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Irak

N° 504 du 01.11.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Irak" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_irakiens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à part :

Bruits de bottes à Bagdad.

Charles-André Udry : Irak: Les fausses fenêtres d'un départ.

Dommages Collatéraux... le Pentagone prolonge

Jeffrey Sachs "Les pays riches sont en train de gaspiller nos richesses"

Paroles & actions du président...

Obama nomme des officiers corrompus à la tête des armées.

Lutte pour la libération du territoire

La résistance contre l'agresseur

Résistance :

1 Analyse

Des résistants

2 Occupation de l'Irak

3 Politique

1) collaborateurs Irakiens

2) occupants

4 Libération du territoire

Détails.

L'Irak en chiffre.

Avant propos

Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- pour désigner tous les résistants

idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: 'Al Qaïda' & , Ben Laden = concept réducteur inventé par les Usa, pour désigner la résistance.

Idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Tiré à part :

Bruits de bottes à Bagdad.

Selon le quotidien pan-arabe *Al-Sharq al-Awsat*, Nouri al-Maliki aurait massé à Bagdad les détachements militaires et les milices chiïtes qui lui sont fidèles (1). Une source anonyme affirme que le Premier ministre sortant recourrait à la force au cas où il ne parviendrait pas à former le nouveau gouvernement, mais il n'est pas dit qu'à cette occasion un militaire ne le double pas à la dernière minute.

Le fait que les troupes d'occupation américaines aient conseillé aux autorités irakiennes d'intensifier les patrouilles dans Bagdad et de surveiller plus particulièrement les « *centres névralgiques du pouvoir* », ne présage rien de bon.

L'éventualité d'un coup d'Etat militaire, dans les quatre ans, si les politiciens civils ne s'entendaient pas entre eux, avait été évoquée il y a quelques mois par Ryan Crocker, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Irak.

Si Moqtada nous demandait d'aller en enfer...

Pour l'instant, les discussions entre le pro-américain Iyad Allaoui et Nouri al-Maliki se poursuivent. Allaoui réclame la Présidence de la République comme gage de sa neutralité bienveillante dans les mois à venir, ce dont évidemment tout le monde doute.

Et, pendant ce temps, à Bagdad, Kerbala et Bassora, des milliers de sadristes manifestent pour confirmer leur allégeance à Moqtada al-Sadr.

La décision inattendue – *mais conditionnelle* - du Sayyed de soutenir Al-Maliki ne semble pas les avoir troublé. L'Agence de presse iranienne ABNA rapporte les propos d'un de ses supporters (2) disant de Moqtada : « *Même s'il nous demandait d'aller en enfer, nous y irions* » !

Notes :

(1) Iraq: Fears of a coup grow amid political stalemate

<http://www.adnkronos.com/AKI/English/Security/?id=3.1.1076396062>

(2) Supporters of Sayyed Moqtada Sadr Rally in Iraq

<http://www.abna.ir/data.asp?lang=3&id=208034>

Gilles Munier

Samedi 9 octobre 2010

http://www.france-irak-actualite.com/...http://www.palestine-solidarite.org:80/dossier.Irak.Gilles_Munier.091010.htm

Charles-André Udry : Irak: Les fausses fenêtres d'un départ.

Mardi 31 août 2010, officiellement, le président des Etats-Unis a «mis fin aux opérations de combats» en Irak.

Obama déclarait à cette occasion: «C'est dans ce bureau que le président Bush a annoncé le début des opérations militaires en Irak, voici sept ans et demi. (...)

Ce soir, je déclare que les missions de combat américaines sont terminées.

C'est la fin de l'opération «Liberté en Irak.» Le nombre de soldats a été réduit à 50'000.

Le retrait définitif devrait – le conditionnel est de rigueur – intervenir en 2011.

Les troupes états-uniennes devraient demeurer en Irak, avec pour mission, selon Barack Obama, de «poursuivre les restes d'Al-Qaïda, protéger les services américains et, alors que les Irakiens feront des progrès politiques, d'entraîner les forces de sécurité irakiennes».

Obama a moins insisté sur le déplacement des troupes états-uniennes vers l'Afghanistan.

La «stratégie de sortie» de ce pays, annoncée en mars 2009, a du plomb dans l'aile. Suite au limogeage, en juin 2010, du général Stanley McChrystal et son remplacement par un ancien de l'Irak, le général David Petraeus, le général français Vincent Desportes ne faisait pas dans la nuance: «La situation n'a jamais été pire. La doctrine de contre-insurrection traditionnelle, telle que l'a engagée McChrystal depuis un an, avec un usage restreint de l'ouverture du feu, des moyens aériens et de l'artillerie pour réduire les dommages collatéraux, ne semble pas fonctionner.» (Le Figaro, 8 juillet 2010). Le 4 juillet 2010, Petraeus jugeait la situation «fort critique».

Compter sur un gouvernement solide à Kaboul, sur un affaiblissement militaire substantiel des talibans, sur une collaboration étroite comme efficace avec l'armée pakistanaise, voilà trois piliers vermoulus d'une stratégie. Le calendrier de la Maison Blanche risque de n'être pas respecté. Les premiers signaux sont déjà lancés. La population afghane, elle, connaît les affres de celle de l'Irak.

Hormis le spectacle donné par Obama dans son nouveau «bureau ovale», il reprenait un engagement formel et un accord que G.W. Bush avait dû signer en novembre 2008, sous la pression d'une impasse de plus en plus tangible: un accord SOFA (Status of Forces Agreement). C'est-à-dire, un accord réglant juridiquement – après l'échec du «rétablissement de la démocratie», de la

«reconstruction d'une nation» arguments utilisés depuis le XIXe siècle afin de justifier les opérations coloniales – la présence des troupes américaines, en l'occurrence, dans un pays étranger, dans ce cas l'Irak. Obama n'a rien inventé. Il a simplement ajusté cet accord SOFA. Rien d'historique.

Une guerre qui n'est pas terminée

Le 23 août 2010, le vice-président Joe Biden déclarait devant le Congrès des «Veterans of Foreign Wars» – «Les anciens combattants des guerres à l'étranger» : «C'est la politique, pas la guerre, qui a détruit l'Irak». Joe Biden met l'accent sur la création d'une «force de sécurité irakienne» de 650'000 hommes, «prenant la tête de la défense et de la protection du pays».

Le 31 août 2010, au son des flonflons – dans les murs mêmes du plus grand palais de Saddam Hussein, couverts de drapeaux états-uniens et irakiens – les généraux obéissant (?) à l'administration démocrate organisaient la transition de l'«Operation Iraqi Freedom» à l'«Operation New Dawn». En français «L'opération aube nouvelle».

On rêve.

La «violence» diminue selon Biden, même si «les derniers jours les attaques se sont multipliés». Il ne faudrait pas oublier que la première guerre (attaque aérienne dès janvier 1991), puis les sanctions, puis la guerre de 2003, puis l'occupation ont plongé l'Irak dans le chaos. La société n'a cessé, depuis lors, de se déliter. Cinq mois après les élections de mars 2010, le gouvernement n'est toujours pas en place. Les «conflits d'influences», les luttes

entre de multiples «réseaux de pouvoir» dominant, sur un arrière-fond d'affrontements pour le contrôle, direct ou indirect, des ressources pétrolières et aussi pour l'obtention de diverses rentes locales ou régionales, liées à un clientélisme labyrinthique. A cela s'ajoutent les détournements des «fonds d'aide». Ils tombent certes dans les proches de sociétés occidentales, mais aussi des «chefs» irakiens. On est loin d'une nouvelle «aube», d'une «nouvelle aurore».

Anthony Cordesman écrivait dans une étude du Center for Strategic and International Studies (csis.org), le 18 août 2010, que «la guerre d'Irak n'est pas terminée, et elle n'est pas gagnée».

La situation actuelle est certes différente, mais en substance aussi critique qu'en 2003. Ne serait-ce que sous l'impact de: 1° la crise socio-économique mortifère; 2° cette «guerre civile» de basse intensité qui se poursuit sur fond de chapelets d'alliances et heurts entre «chefferies» reflétant le morcellement du pays et de la société; 3° la crise structurelle de direction politique du pays; 4° des interventions de divers pays pas (Iran) ou mal contrôlés par les Etats-Unis et/ou jouant leur propre carte, tout en étant un allié officiel de Washington (de l'Arabie Saoudite à la Turquie); 5° une exploitation des champs pétroliers très éloignée de leur potentiel effectif et donc de la «rente» envisagée en 2004-2005; 6° du «danger» pour les Etats-Unis que la Chine prenne une place de choix, demain, dans l'extraction du pétrole irakien. En effet, la Chine a passé un contrat de 3 milliards de dollars pour le champ pétrolier d'Ahdab dans la province de Wasit (sud-est) et, en alliance avec BP, China National Petroleum Corporation a obtenu un autre contrat afin d'exploiter le champ de Rumailah.

Cordesman conclut, dès lors, qu'un délai de 5 à 10 ans, au minimum, est nécessaire «pour obtenir une relative sécurité et stabilité».

Le «retrait des troupes» relève d'une formule de relation publique. Les 50'000 soldats sont rebaptisés «Brigades de conseils et d'assistance». Sur la chaîne de télévision CNN, le 22 août 2010, le général Ray Odierno, patron des troupes états-uniennes en Irak sur le départ, répondait sobrement à la question de savoir si ce «retrait» marquait la fin des combats: «Non». Il avançait la date de 2020 pour un possible retrait. A «ses» soldats, il faut ajouter des dizaines de milliers «d'hommes assurant la sécurité» – des mercenaires – qui sont sous contrat avec des «firmes de sécurité». Selon le New-York Times du 19 août 2010, le Département d'Etat (Hillary Clinton) envisage de doubler ses propres «gardes privés», en vue de développer un réseau de surveillance, avec radars, drones, forces d'interventions rapides.

Un coup d'œil dans le rétroviseur

Cette guerre pas terminée dure depuis sept ans. Elle continuera. Ses formes et modalités ont changé et vont encore changer. Le nombre de soldats états-uniens tués: 4416. Le nombre d'Irakiens tués et décédés suite aux guerres et surtout à leurs «effets collatéraux»: plus d'un million. Ces chiffres doivent être retenus lorsque des médias et analystes parlent de «rétablissement de la démocratie» et de lutte «pour les droits humains».

L'Irak était et est un objectif géo-stratégique ainsi que pétrolier pour les Etats-Unis. Le porte-parole du Département d'Etat, Philippe Crowley, sur Fox News, le 19 août 2010, déclarait: «Nous avons lourdement investi en Irak et nous devons tout faire pour préserver cet investissement afin d'intégrer l'Irak, avec les pays voisins, afin d'aboutir à une situation beaucoup plus pacifiée qui serve leurs intérêts, aussi bien que nos intérêts».

Avec un regard un peu plus historique, la guerre contre l'Irak – de fait contre sa population – dure depuis 1991. Les «esprits» journalistiques semblent cryogénisés. Antérieurement, le régime dictatorial de Saddam Hussein a été massivement soutenu, militairement et financièrement (crédits d'armement, entre autres), par les principaux pays impérialistes: des Etats-Unis à la Grande-Bretagne, en passant par la France. Un soutien dynamique pour permettre une guerre de huit ans contre l'Iran, terrifiante pour les populations et les soldats. Le régime chiite de Khomeini apparaissait, alors, comme le danger majeur pour les monarchies pétrolières du Golfe, très proches aux Etats-Unis. Cette aide militaire massive va conduire à un endettement du régime de Saddam Hussein. La dette dépassait les revenus issus de la rente pétrolière. La nationalisation du pétrole datait de 1973. La rente tirée non seulement a été mal gérée, mais a été utilisée selon les exigences d'un régime de plus en plus autocratique et dictatorial.

La situation financière était si dégradée, fin des années 1980, qu'elle pouvait faire basculer le régime dans les filets des agences financières internationales, telles que le FMI. Avec ce que cela impliquait comme «ouverture de l'économie irakienne», donc de perte de contrôle sur les ressources primaires, et, fort probablement, de «rétrécissement» – pour ne pas dire de chute – du pouvoir «clanique» de Saddam Hussein.

C'est alors que, suite à des provocations du Koweït – bien établies aujourd'hui – portant sur les réserves pétrolières frontalières [1], les troupes du dictateur envahissent la monarchie fort peu démocratique du Koweït. Saddam Hussein veut mettre la main sur le coffre-fort koweïtien, pour réduire la pression de la dette.

Dans cette opération, une sorte de feu vert lui a été donnée par l'ambassadrice des Etats-Unis, Madame April Glaspie. Elle lui a laissé entendre, en 1990, qu'une telle opération ne susciterait pas de riposte américaine. Par cette initiative suicidaire, Saddam Hussein révélait le type d'aveuglement propre à un dictateur de cette nature, mégalomane autiste. Cet épisode ressort bien dans l'ouvrage de Pierre-Jean Luizard, chercheur au CNRS (France), intitulé: Saddam Hussein: interrogatoire par le FBI (Inculte Editions, février 2010).

Aujourd'hui, diverses études menées en Irak, indiquent que, sans l'appui alloué par les puissances impérialistes occidentales au cours des années 1980, la position de Saddam Hussein aurait été beaucoup plus fragile à l'intérieur de l'Irak. Le régime était de plus en plus isolé.

En outre, l'arsenal constitué grâce à l'aide occidentale s'est transformé en un argument de propagande militaire pour justifier cette guerre. Ne «disposait-il pas d'armes de destruction massives»? Tony Blair le laisse encore entendre dans sa toute récente opération financière concrétisée par la publication de ses mémoires intitulées: The Journey.

Obama entre le chômage et la guerre

La représentation donnée dans le «bureau oval» par Obama camoufle la situation dans laquelle se trouvent plongés, en Afghanistan et en Irak, les Etats-Unis ainsi que l'administration démocrate. Elle possède, peut-être, une charge de propagande qui se veut efficace – en fait, assez affligée – avant les élections de mi-mandat, le 2 novembre 2010. Ces dernières se dérouleront dans un climat de morosité économique et d'explosion du chômage, entre autres de longue durée. La baisse des salaires pour celles et eux qui trouvent un nouvel emploi, souvent précaire, est relevée par toute la presse économique.

Les sondages placent Obama au plus bas depuis 18 mois: selon la chaîne NBC, 62% des personnes interrogées pensent qu'Obama s'est engagé sur une fausse voie dans divers domaines.

La droite républicaine et des forces hors de l'appareil républicain construisent un secteur très «droitisé» de ladite opinion publique. Les dernières analyses sociologiques montrent qu'un cinquième des participants au mouvement protéiforme «Tea Party» ont des revenus de 100'000 dollars par an. Mais 72% disposent de 50'000 dollars. Un revenu qui n'est certes pas celui des couches salariées très moyennement rétribuées aux Etats-Unis. Toutefois, ces couches présentes dans des regroupements vivaces réactionnaires ne constituent par la strate supérieure, pour reprendre une classification propre à la sociologie américaine. Cependant, elles occupent une place significative dans la dialectique politico-médiatique actuelle, quelque deux mois avant les élections.

De plus, le mouvement «Tea Party» est subventionné par quelques grandes fortunes, comme l'a rapporté le magazine *The New Yorker*: le plus connu, Rupert Murdoch, magnat des médias (Fox News). Mais aussi – ce qui a étonné des «libéraux» de New-York – les frères David et Charles Koch, parmi les premières fortunes des Etats-Unis. Ils contrôlent des raffineries en Alaska, Texas, Minnesota, des milliers de kilomètres d'oléoducs, les textiles synthétiques Lycra (sous-produit du pétrole). Ils s'opposent à toutes les mesures visant à réglementer, un tant soit peu, l'industrie pétrolière et les émissions de CO2. Cette opposition – qui a d'autres appuis, certes – est un des facteurs expliquant le blocage de la plus que modérée Energy Bill d'Obama. Le «Tea Party», sur ce terrain, leur est utile.

La confusion suscitée par la politique bipartisanne d'Obama – faite de concessions permanentes, au rabais, au nom d'un réalisme pragmatique – facilite la tâche de diverses forces ultra-réactionnaires.

Une politique plus déterminée – ne serait-ce que de type semi-keynésien bourgeois – est, de fait, réclamée par des couches populaires durement frappées par la crise sociale. Y compris, par une partie de celles et ceux attirés par des mouvements du genre «Tea Party». Des enquêtes révèlent qu'une partie d'entre eux attend une action de l'état, au moins à l'échelle de leur «Etat» (canton). Dans des régions comme la Californie, les organisations charitables ont vu exploser par trois ou quatre le nombre de personnes qu'elles nourrissent ou abritent. Elles ne peuvent plus faire face.

Un pays dévasté

Pour revenir à la situation en Irak, elle semble fort complexe, pour utiliser un euphémisme. Myriam Benraad, chercheuse au CERI, sur le site Mediapart, explique à propos de «l'échec militaire et politique américain»: «Il y a plusieurs dimensions. Les Etats-Unis se sont un peu naïvement appuyés sur les tribus qui, à l'époque, vu la lassitude de la population face aux exactions d'Al-Qaïda, avaient emporté un certain succès. Mais en contrepartie, elles ont été lourdement armées et financées. Fin 2008, il y a eu un essai de transfert de ces forces tribales vers le gouvernement, les tribus demandant leur intégration aux nouvelles forces de sécurité, ce qui a été très limité, avec des salaires versés au compte-gouttes. Cela a incité un certain nombre de membres, de ce que l'on appelle le «conseil du réveil», à rejoindre les rangs du soulèvement. Dans certaines provinces d'Irak, des conseils ne reçoivent plus aucune rémunération, et ce depuis plusieurs mois. En retour, ils sont payés par Al-Qaïda.

Dans le même temps, les succès des nouvelles forces de sécurité ont surtout été dus au soutien américain, financier ou logistique. Or, depuis le transfert de responsabilité au sein du gouvernement, ces forces manquent de moyens, comme on peut le voir lorsque l'on examine le budget adopté en février dernier. On soupçonne en outre une partie de ces forces d'être restées proches de leurs anciennes milices, et il n'y a pas vraiment d'esprit de corps.

Et puis, il y a le contexte politique, avec l'absence d'un Etat fonctionnel et de directives claires. Le double échec des Américains, c'est d'avoir confondu depuis 2003 le changement de régime et la destruction de l'Etat irakien. Cela a débuté très tôt, avec le démantèlement de l'armée, les campagnes de «débaassification». Sept années après, l'Etat n'a pas réussi à se reconstruire, et la classe politique irakienne est totalement déchirée, dans l'incapacité de recréer un pacte national.

La stratégie américaine n'a cessé de changer, et a été essentiellement conjoncturelle. C'est le manque de vision depuis 2003 qui a précipité l'échec.» On peut discuter cette analyse.

Toutefois, un fait est certain. Myriam Benraad le met bien en lumière: « Le citoyen ordinaire vit dans un grand dénuement, n'a ni l'électricité ni l'eau courante. Beaucoup d'Irakiens attestent qu'autant certains progrès avaient été réalisés en 2007-2008, autant depuis 2009, les choses n'ont fait que se dégrader, avec des situations sanitaires catastrophiques dans certains endroits, avec notamment des épidémies de choléra, des zones complètement laissées à l'abandon, sans infrastructures. Une partie des Irakiens en viennent d'ailleurs clairement à regretter le temps de Saddam Hussein, où ils mangeaient à leur faim, et pouvaient emmener leurs enfants à l'école sans risquer de mourir en route.» Ce qui explique, selon divers journalistes présents en Irak, que ce «départ partiel» des troupes des Etats-Unis n'a pas attiré l'attention des «simples citoyens» irakiens. La majorité a d'autres préoccupations.

Une société émietlée

Parfois des analogies sont faites avec le Liban. Mais, ce type d'analyse oublie que la «Constitution» de 1941, mis en place par le général Catroux, a abouti à la création d'un système de «confessionnalisme politique». Ce dernier a peu à voir avec le système politique qu'ont tenté de bâtir les administrations états-uniennes en Irak. Au-delà des histoires diverses de ces deux pays, il suffit de faire référence: à la place géostratégique de l'Irak, à ses ressources pétrolières, à la question Kurde, aux forces chiites différentes et à leurs relations plus ou moins accentuées avec l'Iran. De plus, la relation spatiale et politique entre les forces dites confessionnelles et les régions renvoie au contrôle de richesses, avant tout pétrolières, mais pas seulement. Il y a l'accès à des ports (au sud) ou à des routes d'exportations. Le pétrole de la région Kirkouk est exporté vers la Turquie, sous le contrôle du pouvoir régional de Barzani et Talabani. Ils disent vouloir faire de leur région un Koweït irakien ! Sans même mentionner, la configuration présente des «acteurs» politiques et économiques à l'échelle régionale et mondiale, à un moment de basculement des rapports de forces économiques entre certains pays «émergents» et ceux «des centres».

L'administration américaine, après 2003, a cherché prendre appui sur les «exclus» du régime de Saddam Husein, soit les Kurdes et les chiites, pour simplifier. Ils représentent trois quarts de la population d'Irak. Sur cette base, l'administration états-unienne a mis en place un système parlementaire – nourri par des partis claniques – et donc des élections. Une certaine liberté de la presse existe. Des apparences démocratiques et quelques espaces démocratiques bourgeois effectifs ont été institués. Cela ouvre la voie à un jeu d'alliances complexes et changeant. Comme par exemple, le tournant assez brutal des forces de Moqtada Al Sadr [2] en faveur d'un «régime parlementaire» et d'une alliance avec Iyad Allawi. Un candidat qui négociait, auparavant, un accord avec Nouri al-Maliki. Il va sans dire que ces «partis-clans-mafia» ont peu à voir avec la «démocratie parlementaire» présentée sur papier glacé par Washington et ses alliés. D'autant plus que le fonctionnement même de la «démocratie parlementaire» en Europe et aux Etats-Unis inclut des pratiques certes plus policées et réglementées, mais qui ne sont pas sans rappeler les méthodes clientélares, corruptrices, d'expropriation du pouvoir dit «populaire».

Conjointement, des clans et tribus sunnites, financés et utilisés antérieurement par les occupants états-uniens, se retournent. Ils doivent être, certainement, les acteurs de diverses opérations visant les nouvelles forces policières irakiennes, entraînées par les occupants (militaires ou mercenaires).

Quant à la question de la sécurité, présentée comme s'améliorant depuis 2006-2007, une précision est nécessaire. Dans une conurbation comme celle de Bagdad, au cours des dernières années, s'est produite une séparation spatiale des «communautés», une sorte de géographie urbaine confessionnelle. Cela réduit les flux de populations au sein de Bagdad et «favorise» la sécurité, mais simultanément le morcellement de la société. Les quartiers mixtes sont réduits comme peau de chagrin. La statistique des attaques est donc plus modeste. Cependant elle n'est pas le fruit d'une avancée politique et sociale. La fragmentation de la société – qui elle se situe dans un cadre national irakien, à l'exception des Kurdes – est ascendante. Les représentants politiques – qui s'exercent au jeu parlementaire dans la «zone verte», ultraprotégée – tirent leur influence des accords passés avec une multiplicité des chefs de tribus et d'intérêts locaux. Un clientélisme qui absorbe des millions de dollars. La crise de direction politique au sommet est donc l'autre facette de cette fragmentation du pays. Un pays dont les infrastructures sont ruinées, dégradées, détruites. Le quartier de Sadr City, qui regroupe 2 millions d'habitants, reste pour l'essentiel privé d'eau potable et, très souvent, d'électricité. Les Etats-Unis ont fait une campagne de relation publique sur la construction d'une usine d'épuration des eaux à Fallujah, une ville qu'ils avaient détruite en 2004. L'usine n'est pas finie et sa liaison avec les habitations n'est pas établie ! Mais, ils ont «apporté la démocratie» et «reconstruit».

Mention n'est pas faite, ici, des effets sanitaires à long terme (cancer, enfants naissant gravement handicapés) des bombardements massifs au sud avec de la munition à l'uranium appauvri.

On est donc fort éloigné du cirque médiatique orchestré sur le «départ des troupes de combats». Et, il serait certainement erroné de sous-estimer ce que l'impérialisme états-unien est prêt – entre autres dans cette période de crise économique – à investir pour maintenir et développer sa présence militaire dans toute cette région (au sens large), sous diverses formes.

Les estimations du géographe et économiste Roger Stern [3] de l'Université de Princeton sur le déploiement et le coût d'entretien de la présence des porte-avions états-uniens dans le Golfe Persique, de 1976 à 2007, donne une idée de «l'effort engagé»: 3 trillions de dollars !

L'évolution des dépenses militaires des Etats-Unis indique qu'elles représentaient 3% du PIB en 1999 et 4,8% en 2008. En dollars constants, elles ont passé de 377'228 millions de dollars en 2000 à 663'255 en 2009 (octobre-octobre), selon la base de données de l'Institut suédois respecté: le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute).

Notes:

(1) Les champs pétroliers «traversent» les frontières, sous terre ! Il s'agit ici du champ de Rumallah qui aurait pu être «pompé» depuis le Koweït et donc le contrôle ou partage était disputé.

(2) Voir sur le développement de ce mouvement l'ouvrage de Patrick Cockburn, Muqtada. Muqtada al-Sadr, the Shia Revival, and the Struggle for Iraq, Ed Scribner, 2008.

(3) Roger Stern, United States cost of military force projection in the Persian Gulf, 1976–2007 , in Ernergy Policy, Elsevier, juin 2010.

Publié sur le site Alencontre: www.alencontre.org 3 septembre 2010

Mardi 31 août 2010,

Charles-André Udry

Dommmages Collatéraux... le Pentagone prolonge

Jeffrey Sachs "Les pays riches sont en train de gaspiller nos richesses"

Euronews:

Que représentent les dépenses liées aux objectifs du millénaire pour le développement comparées aux dépenses militaires ou au coût des mesures anti-terroristes par les Etats-Unis ou l'Europe ?

Jeffrey Sachs:

Aux Etats-Unis nous dépensons 5% du Produit national brut pour les choses militaires et nous dépensons 0,2% pour le développement de la paix.

Donc on dépense 25 fois plus pour le secteur militaire que pour le développement de la paix. Et en même temps, à Washington ils me disent : "oh nous n'avons pas d'argent pour cela. Je ne vois pas où on pourrait trouver l'argent dans le budget , le budget est si serré ! » Pourquoi ne pas regarder du côté du Pentagone, pourquoi ne pas regarder la centaine de milliards de dollars dépensés en Afghanistan qui n'ont servi à rien si ce n'est rendre le pays plus dangereux, et non pas moins dangereux. L'Europe elle, comprend que l'approche militaire n'a pas de sens. L'Europe, c'est la porte à côté de l'Afrique qui est l'épicentre de tous ces défis. Et quand l'Europe n'investit pas, ça donne des migrations massives et vous avez toutes sortes de problèmes : tout le monde comprend ça. Donc l'Europe fait mieux que les Etats-Unis mais elle ne va pas au bout. Malheureusement, l'Allemagne, la France, l'Italie ne tiendront pas les promesses faites pour 2010.

Euronews:

Que représentent les dépenses liées aux objectifs du millénaire pour le développement comparées aux dépenses militaires ou au coût des mesures anti-terroristes par les Etats-Unis ou l'Europe ?

Jeffrey Sachs:

Aux Etats-Unis nous dépensons 5% du Produit national brut pour les choses militaires et nous dépensons 0,2% pour le développement de la paix. Donc on dépense 25 fois plus pour le secteur militaire que pour le développement de la paix. Et en même temps, à Washington ils me disent : "oh nous n'avons pas d'argent pour cela. Je ne vois pas où on pourrait trouver l'argent dans le budget , le budget est si serré ! » Pourquoi ne pas regarder du côté du Pentagone, pourquoi ne pas regarder la centaine de milliards de dollars dépensés en Afghanistan qui n'ont servi à rien si ce n'est rendre le pays plus dangereux, et non pas moins dangereux. L'Europe elle, comprend que l'approche militaire n'a pas de sens. L'Europe, c'est la porte à côté de l'Afrique qui est l'épicentre de tous ces défis. Et quand l'Europe n'investit pas, ça donne des migrations massives et vous avez toutes sortes de problèmes : tout le monde comprend ça. Donc l'Europe fait mieux que les Etats-Unis mais elle ne va pas au bout. Malheureusement, l'Allemagne, la France, l'Italie ne tiendront pas les promesses faites pour 2010.

Jeffrey Sachs

<http://fr.euronews.net/2010/10/11/les-pays-riches-sont-en-train-de-gaspiller-leur-richesse/>

Paroles & actions du président...

Obama nomme des officiers corrompus à la tête des armées.

Enquête primée par Projet censuré 2010

Les responsables de la Defense nommés par Barack Obama sont ceux là mêmes qui ont commis les pires crimes et les pires malversations sous les administrations précédentes. En fait de changement, seul le discours est nouveau, les pratiques, elles, sont anciennes. Le plus surprenant est l'indifférence qui a accompagné la clôture de l'enquête financière sur la disparition de 3,4 trilliards de dollars et la promotion des responsables du plus gigantesque détournement de fonds de l'histoire.

Le maintien par Obama du républicain Robert Gates au poste de secrétaire à la Defense est sans égal historique. C'est en effet la première fois qu'une administration entrante du parti d'opposition (en l'occurrence démocrate) maintient un ministre de l'administration précédente (républicaine). Ayant remplacé Donald Rumsfeld qui s'opposait à une nouvelle escalade du conflit en Irak, Gates a été, pendant les deux dernières années de la présidence Bush, l'architecte de la vague de renforts (« surge »).

Obama a confié les principales responsabilités de la Defense et du renseignement à des personnalités incarnant à maints égards les pires aspects de la politique de sécurité nationale états-unienne des trente dernières années. Ses choix contredisent ses principaux arguments de campagne sur le « renseignement politisé » et le « manque de transparence ». Les « décennies d'expérience » tant louées de ces responsables sont parsemées de fautes éthiques, de mensonges au Congrès et surtout de « conflits d'intérêts » sous la forme d'allées-et-venues régulières entre le gouvernement et le complexe militaro-industriel.

Obama avait bien promis de ne pas confier de postes gouvernementaux élevés (ou importants) aux lobbyistes, mais cela ne l'a pas empêché de désigner d'anciens lobbyistes ou conseillers de sociétés faisant affaire directement avec le Pentagone.

Toute la carrière de Robert Gates a consisté à porter haut et mettre en œuvre les idées néo-conservatrices, et il s'est d'ailleurs montré critique vis-à-vis du plan d'Obama pour le retrait gradué des troupes d'Irak.

Il débuta comme officier de renseignement sous Nixon, mais, comme l'indique la chronique de Robert Parry [1], c'est en tant que haut responsable de la CIA dans les années 80, sous l'administration Reagan, qu'il brisa l'échine au concept de renseignement objectif auparavant si cher à la division analytique de l'agence d'espionnage. Dans son récent ouvrage *Failure of Intelligence : The Decline and Fall of the CIA* (Echec du renseignement : décadence et chute de la CIA), l'ex-analyste Melvin A. Goodman décrit Gates comme « l'officier du service action ayant dirigé l'adaptation de la production de renseignement aux desiderata politiques de la Maison-Blanche, sous l'administration Reagan ». Analyste en chef sous la direction de William Casey, Gates « a supervisé le premier "bidonnage de rapports" institutionnalisé à la CIA dans les années 80, en mettant l'accent sur la nécessité de retoucher le renseignement ayant trait à l'Union soviétique, à l'Amérique centrale et au Sud-Ouest asiatique », assure Goodman, et ceci dans le but de justifier les dépenses militaires croissantes et le soutien actif des États-Unis à des guerres périphériques sanglantes constituant l'axe principal de la politique extérieure de Reagan. Son audition de confirmation pour le poste de directeur de la CIA, sous George H. W. Bush (père) en 1991, fut le théâtre d'un défilé d'officiers de l'agence dévoilant publiquement des histoires « de la maison » selon lesquelles ce personnage avait corrompu le métier du renseignement.

Gates est en outre soupçonné d'être en lien avec les mensonges servis au Congrès sur les opérations secrètes Iran-Contra, au milieu des années 80, obstacle qui l'empêcha d'accéder à la direction de la CIA à la mort de Casey, en 1987. C'est également lui qui fut chargé de fournir à Saddam Hussein, pendant la guerre entre l'Irak et l'Iran, des armes chimiques, munitions et autres équipements.

Gates a un temps siégé au conseil de direction de la Science Applications International Corporation (SAIC), qui déclara des bénéfices de 7,5 milliards de dollars pour 2005. La SAIC est active à tous les niveaux, de la collecte de renseignement à la reconstruction de l'Irak, pour le compte du Pentagone.

Le 21 janvier 2009, Obama signait un décret fixant des règles éthiques plus rigoureuses et interdisant notamment que des postes gouvernementaux soient attribués à des lobbyistes ayant exercé auprès de la même administration dans les deux dernières années.

Corruption au Pentagone

A peine deux jours plus tard, le 23 janvier, la Maison-Blanche faisait savoir que ses nouvelles règles d'éthique dure ne s'appliquaient pas au sous-secrétaire à la Défense, William Lynn, qui avait été vice-président pour les opérations et stratégies gouvernementales du géant de la Défense Raytheon et avait fait du lobbying pour cette société privée jusqu'en juillet 2008.

Raytheon est le cinquième fabricant d'armes des États-Unis par ordre d'importance. Il vend des radars, missiles, munitions en tous genres, systèmes spatiaux et autres technologies pour une valeur de 18 milliards de dollars par an [2]. Le sénateur républicain pour l'Iowa, Charles Grassley, s'est opposé énergiquement à la nomination de Lynn, alléguant « des pratiques douteuses qui, de toute évidence, ne servaient pas l'intérêt public », lorsqu'il exerçait à l'inspection des finances du Pentagone sous l'administration Clinton.

Pour l'année fiscale 1999, le département de la Défense faisait état de la « disparition » de 2,3 trilliards de dollars, auxquels s'ajoutaient 1,1 trilliards pour l'année 2000. Au total donc, 3,4 trilliards de dollars versés par le contribuable sont partis en fumée sous l'œil vigilant de William Lynn, qui se trouve maintenant au cœur du tourniquet unissant le département de la Défense et le complexe militaro-industriel [3].

En sa qualité de directeur financier du département de la Défense, Lynn était responsable de toute l'administration et de l'information budgétaire. Il avait en outre sous sa responsabilité la publication soumise à audit des états financiers, ce qu'il ne fit pas alors qu'il était en poste, et ces derniers n'ont toujours pas été publiés.

Robert Hale a été maintenu à son poste de sous-secrétaire à la Défense (inspection des Finances) après avoir été secrétaire assistant à l'Air Force, chargé des contrôles financiers, entre 1994 et 2001. Aux côtés de Lynn, il était responsable de la gestion des fonds du département de la Défense.

Hale est en outre « gestionnaire financier certifié Défense », spécialisé dans l'achat, ce qui lui fait entretenir des relations privilégiées avec le complexe militaro-industriel.

L'écrivain Andrew Hughes fait remarquer que : « À eux deux, ces postes ont dilapidé assez d'argent du contribuable pour financer quatre fois le programme de stimulation de l'économie mis en œuvre par Obama, et voilà qu'ils sont à nouveau responsables de la supervision des acquisitions au département de la Défense ».

L'attaque survenue le 11 septembre 2001 au Pentagone n'a pas été dirigée contre le bureau du secrétaire à la Défense. La cible était située dans une aile opposée du bâtiment. L'explosion a détruit les archives financières et tué les contrôleurs financiers chargés d'identifier les bénéficiaires du détournement de fonds le plus important de l'histoire.

Mensonges au Congrès

L'amiral Dennis Blair, choisi par Obama pour diriger le Renseignement national, qui supervise les 16 agences de renseignement, fut commandant des forces militaires du Pacifique sous Clinton [4]. A ce poste il joua un rôle essentiel lors de l'occupation du Timor oriental par l'Indonésie en 1998, après la chute du dictateur Suharto soutenu par les États-Unis.

En 1999, lorsque les militaires indonésiens semèrent la terreur parmi la population pour faire échec aux réformes démocratiques, le département d'Etat des États-Unis et Clinton envoyèrent Blair exiger du général indonésien Wiranto qu'il mette fin aux massacres.

Loin de s'acquitter de cette mission, l'amiral Blair informa le général qu'il bénéficiait du soutien total des États-Unis. Les atrocités, dans lesquelles le gouvernement était impliqué, montèrent d'un cran. Blair mentit alors au Congrès, déclarant que la violence n'était le fait que de petites unités, alors que les hauts commandements

militaires indonésiens se livraient à toutes sortes d'exactions : enlèvements, massacres et tortures. Dans les faits, Blair soutint le général Wiranto et le massacre de civils indonésiens, contre les ordres du Congrès qu'il désinformait.

Blair est un des membres de la Commission trilatérale. Il siégeait à la direction de Earl Dodge Osborne (EDO), une société sous-traitante pour le programme F-22 Raptor. Il a également participé à la direction de Tyco International, qui fabrique de petits composants électroniques utilisés pour le F-22 et d'autres pièces à usage militaire. On l'a vu enfin à la direction de Tridium, une société fabricante de satellites.

En 2006, Blair a dû démissionner de la présidence de l'Institute for Defense Analysis (Institut pour l'analyse de la Défense, IDA) pour cause de « conflits d'intérêts ». Il faut dire que l'IDA était en train d'évaluer pour le Pentagone le programme F-22.

Alors qu'il était aux ordres de Blair, l'ex-général quatre étoiles James L. Jones a été désigné à la tête de l'Agence de la sécurité nationale. Jones fut non seulement commandant de l'OTAN et commandant du corps des Marines, il est en outre membre de la Commission trilatérale. Il a prêté ses services aux conseils de direction de Chevron, Boeing et Invacare Corp (qui produit du matériel médical pour le Pentagone) jusqu'en décembre 2008. [5] Jusqu'à janvier 2009 il était consultant auprès de Cross Match Technologies, une compagnie de biométrie travaillant avec le Pentagone et le FBI. Il a par ailleurs siégé au conseil de direction de MIC Industries, qui a mis au point la « Ultimate Building Machine », un dispositif mobile de construction, utilisé uniquement en Irak et en Afghanistan, servant à déployer rapidement les structures d'acier des installations militaires.

Tout récemment, Jones a été nommé président de l'Institute for 21st Century Energy (Institut de l'Energie pour le XXI^e siècle), think tank dépendant de la Chambre de commerce des Etats-Unis.

Mise à jour de Robert Parry (de ConsortiumNews.com)

Au sujet du fameux « danger de conserver Robert Gates à son poste » : celui-ci se trouve être lourd de signification. Cette décision prise par Obama juste après son élection était le signe évident que sa politique de sécurité nationale ne s'écarterait pas fondamentalement de celle de son prédécesseur. Elle révélait aussi qu'Obama n'avait pas la moindre intention de remettre en question la désinformation de Washington, distillée au fil des décennies précédentes à dominante républicaine, depuis l'implication-clé de Gates dans plusieurs scandales, y compris l'Iran-Contra et la politisation du renseignement de la CIA, deux facteurs qui préparaient les désastreuses décisions prises par Bush ces dix dernières années. En conservant Gates, Obama a indiqué qu'il éviterait les débats susceptibles d'engager les États-Unis dans une voie drastiquement différente. Dans les faits, Obama cédait au statu quo.

Depuis la publication de l'article, les intentions d'Obama ne sont que plus évidentes. Si, au niveau du discours, il prend ses distances par rapport au style belliqueux de Bush, il maintient dans les faits la substance de cette politique, avec Gates et les autres opposants à un retrait rapide d'Irak, partisans du renforcement de la présence militaire étrangère en Afghanistan. Obama refuse même d'aborder les responsabilités des anciens chefs de Gates, tout comme le président Clinton avait caché sous le tapis les scandales dans lesquels avaient trempé Gates et les administrations Reagan-H. W. Bush.

Gates personnifie l'angélisme permanent régnant dans le microcosme de Washington, du moins vis-à-vis de lui-même, au point que les médias affichent avec un certain naturel leur manque d'intérêt pour faire la lumière sur les méfaits passés ou présents du personnage. Gates était l'une des coqueluches du tout-Washington du temps de Reagan-Bush, et il le reste.

Lorsque Gates fut désigné secrétaire à la Défense par George W. Bush (fils) en novembre 2006, les médias se trompèrent du tout au tout sur le sens de cette décision. On a cru alors que la désignation de Gates était le signe de l'acceptation par Bush du plan du Groupe d'études sur l'Irak et donc du désamorçage de la guerre. En réalité, Gates était bien plus belliqueux que Donald Rumsfeld.

Mais les journalistes de renom n'ont jamais rectifié le tir : ils ont continué de nous peindre un Gates couleur de rose. L'émission « 60 minutes » de CBS a brossé tout récemment un portrait de Gates dans lequel on évoquait sa « profonde préoccupation personnelle pour les troupes », même si toute sa carrière a fait le lit des guerres déclenchées par George W. Bush, fils, (essentiellement par la voie de la corruption des services analytiques de la CIA), et que son soutien aveugle à l'escalade irakienne a envoyé à la mort plus de mille soldats états-uniens supplémentaires.

Les éléments d'information critiques sur Gates continuent de nous parvenir, essentiellement en provenance de fonctionnaires de la CIA ayant travaillé avec lui par le passé et voyant en lui un ambitieux consommé. Par exemple, l'ex-analyste de la CIA Melvin A. Goodman consacre une part importante de son livre *Failure of Intelligence : The Decline and Fall of the CIA* au rôle de Gates dans le crépuscule de la tradition « sérieuse » de la CIA, qui cessa de rechercher du renseignement fiable pour fournir celui qui répondait aux désirs des responsables politiques des États-Unis. Cette tradition disparut dans les années 80, lorsque Gates dirigea les services analytiques et où le renseignement fut « poli » dans le style requis par les idéologues de l'ère Reagan. Mise à jour de Andrew Hughes (de Global Research)

Depuis la publication de l'article, en février 2009, les médias n'ont pas écrit une seule ligne au sujet de ce gigantesque hold-up de deniers publics. En fait, celui-ci a été éclipsé par une autre escroquerie non moins grave, dissimulée sous l'atour dénommé « résoudre la crise du crédit ». Les montants de cette dernière affaire représentent presque cinq fois les 3,4 milliards subtilisés par le département de la Défense.

Le 7 mai 2009, William Lynn et Robert Hale rendaient public le budget de la Défense proposé pour 2010, accroissant les dépenses d'environ 4 % pour atteindre 663,8 milliards. Ceci dans une période où la population

s'appauvrit sous l'effet du chômage croissant, où les programmes sociaux fédéraux et ceux des 50 Etats sont en repli, et où la richesse passe des foyers étasuniens au cartel financier et bancaire de Wall Street. Ce qu'il faut retenir de l'article original est moins la disparition des 3,4 trilliards de dollars du département de la Defense que le fait que ces malversations étaient monnaie courante dans une administration hors de contrôle. Et même si l'occupant de la Maison Blanche a changé, ces vols de fonds publics par le gouvernement se poursuivent.

Lorsque nous écoutions les discours de campagne d'Obama en 2008, et qu'il mettait l'accent sur l'importance de l'Afghanistan en tant que nouveau front de la « guerre contre la terreur », une guerre floue, interminable et surtout impossible à gagner, il était évident que ces discours, portés aux nues par les grands médias, étaient inspirés par le programme de Zbigniew Brzezinski et le Projet pour un nouveau siècle américain (la plate-forme idéologique de George W. Bush). Le paquet n'avait fait que changer d'emballage, avec un nouveau personnage et son slogan : « Des changements crédibles »

Depuis la publication de mon article, les événements ont montré qu'aucun engagement n'a été pris pour s'assurer de la fiabilité de la comptabilité des caisses publiques. Aucune enquête n'a été diligentée sur les milliards évaporés, aucune question n'a été posée sur ce méfait commis sous l'égide de Donald Rumsfeld, de William Lynn et de Robert Hale. Le département de la Defense a augmenté ses dépenses. La guerre s'est intensifiée en Afghanistan, et les puissances intermédiaires des États-Unis dans la région ont déstabilisé le Pakistan. Obama est responsable de l'assassinat de centaines de civils pakistanais par les drones Predator pilotés à distance par des agents de la CIA. Les promesses de mettre un terme à la guerre d'Irak ont été cyniquement ignorées, ou plutôt recyclées dans le double discours politique.

Tout ces discours tendent à prouver que le gouvernement et l'industrie militaire agissent en symbiose pour défendre leurs propres intérêts : un appât du gain et une soif de pouvoir portés à un niveau jamais vu dans l'histoire de l'humanité. Nul ne peut écarter d'un revers de main la corruption dénoncée dans l'article, qui révèle avec le recul sa véritable nature et la manière dont se tisse la toile qui unit le système.

Ce système s'est considérablement renforcé au fil des décennies et il s'est protégé contre toute enquête sérieuse ou toute retombée inquiétante : le département de la Defense a fait en sorte de coopter les sociétés en charge de l'information, via les acquisitions de ces médias par les grands groupes d'armement, et en y plaçant des employés du Pentagone et de la CIA.

Le système a donné des preuves éclatantes de sa solidité lorsque Donald Rumsfeld s'offrit le luxe de déclarer, le 10 septembre 2001, en conférence de presse publique, sans avoir à craindre de réaction, que des 2,3 trilliards de dollars s'étaient évaporés, qu'il n'y aurait pas d'enquête et que les responsables ne seraient pas jugés. On a pu constater la même arrogance à propos de scandale de la torture, du scandale de l'aide d'urgence offerte aux banquiers, du scandale de la guerre d'Irak et de l'avancée de la vague policière constituée par le département de la Sécurité de la patrie pour ranger sous l'étiquette de « terroriste » toute personne en désaccord avec la politique du gouvernement ou attachée à la Constitution des États-Unis.

Il est essentiel et urgent d'engager une enquête sur les milliards ayant disparu du département de la Defense, prélude à d'autres enquêtes ultérieures sur la corruption manifeste du gouvernement des États-Unis. C'est le seul moyen de regarder la réalité en face, de réfuter les mensonges des grands médias et de comprendre que la corruption menace de détruire ce qu'il reste de la Constitution, de la confiance publique et de la liberté réelle.

Notes

[1] ConsortiumNews.com, 13 novembre 2008, "[The Danger of Keeping Robert Gates](#)", par Robert Parry ;

[2] William Matthews, "[Lynn gets waiver from Obama lobbyist rules](#)", Federal Times, 26 janvier 2009.

[3] Global Research, 13 février 2009, "[Obama's Defense Department Appointees- The 3.4 Trillion Dollar Question](#)", par Andrew Hughes.

[4] Democracy Now ! 7 janvier 2009, "[Obama Nominee Admiral Dennis Blair Aided perpetrators of 1999 church Killings in East Timor](#)", par Allan Nairn (interviewé).

[5] The Hill, 24 novembre 2008, "[Ties to Chevron, Boeing Raise Concern on Possible NSA Pick](#)", par Roxana Tiron.

[Robert Parry*](#), [Andrew Hughes](#), [Allan Nairn](#), [Roxana Tiron](#)

[Robert Parry](#) Journaliste à l'Associated Press et Newsweek, Robert Parry a été un des principaux enquêteurs sur l'affaire dite de l'Irangate sous la présidence Reagan. Déçu par la futilité et l'incurie des journalistes de la presse anglo-saxonne, il a fondé en 1995, avec Robert Solomon, le magazine d'investigation Consortium News et réalisé des documentaires sur les tractations secrètes autour de la libération des otages en Iran (October Surprise), les narcotrafiquants politiques soutenus par l'administration US (Contra-Coca), l'influence grandissante de la secte Moon à Washington ainsi que l'ascension de la famille Bush et les manipulations électorales lors de l'élection 2000. Il est notamment l'auteur de Secrecy & Privilege : Rise of the Bush Dynasty from Watergate to Iraq et de Lost History : Contras, Cocaine, the Press & 'Project Truth'."

[Robert Parry*](#), [Andrew Hughes](#), [Allan Nairn](#), [Roxana Tiron](#)

Sources :

Project Censored / Red Voltaire.

Traduction : Réseau Voltaire.

Nous remercions les contributions de :

Étudiant chercheur : Chris McManus.

Tuteur : Diana Grant, Ph.D., Sonoma State University.

L'Irak en chiffre: du 08-10 au 01-11-2010

		Tués	Blessés		
	Peuple irakien	12 + x	31 + x		
	Usboys/Autres boys + miliciens	x	X		
	Policiers, armée et collaborateurs & miliciens	40	36		

3) Politique

a) des collaborateurs Irakiens

Confection d'un gouvernement fantoche

Irak: la foire d'empoigne parlementaire

Les mois passent et les députés irakiens ne parviennent toujours pas à s'entendre sur les noms des personnalités qu'ils doivent élire : Président de l'Assemblée, Président et vice- présidents de la République, Premier ministre. Quelle que soit la triste figure de ce dernier, il devra ensuite choisir ses ministres sans vexer ceux qui l'ont élu. Mission impossible.

Les candidats en lice : lyad Allaoui, Nouri al-Maliki, Adel Abdel Mahdi ont beau manier la carotte et le bâton, quand ils approchent les 163 sièges nécessaires pour former un bloc parlementaire majoritaire, pfuittt ... des députés glissent entre leurs doigts, mécontents pour une raison ou une autre, achetés par un adversaire, par les Gardiens de la Révolution iranienne, par la CIA, ou faisant tout simplement monter les enchères.

A suivre...

<http://www.france-irak-actualite.com/article-irak-la-foire-d-empoigne-parlementaire-58887851.html>

Jeudi 14 octobre 2010

Moqtada al-Sadr fera-t-il capoter la candidature de Nouri al-Maliki ?

L'échappée de Nouri al-Maliki en tête des candidats au poste de Premier ministre tourne à la course contre la montre.

Après son adoubement par Ali Khamemeï, Guide de la révolution iranienne, Al-Maliki devait bien se douter que son entretien avec Moqtada al-Sadr, le 21 octobre, à Qom, ne serait pas facile, mais il ne s'attendait certainement pas à subir une douche froide. Le *Sayyed* l'a reçu rapidement pour lui donner jusqu'à la fin du mois d'octobre pour former un gouvernement – *ce qui est pratiquement impossible à réaliser* - comprenant des membres d'*Al-Iraqiya*, du *Conseil Suprême Islamique (ISCI)* et du *Bloc kurde (1)*. Si ces conditions n'étaient pas remplies, a-t-il prévenu, le courant Sadr lui retirerait son soutien.

A moins que Moqtada al-Sadr n'entende réintroduire dans la course les candidats arrivés les premiers au referendum qu'il a organisé en avril dernier (2) - *Ibrahim al-Jaafari et son cousin Jaafar al-Sadr, fils de l'ayatollah Baqer al-Sadr, fondateur d'Al-Dawa* - ce rebondissement remet en selle Adel Abdel-Mahdi, candidat du bloc chiite *INA* au poste de Premier ministre, et par voie de conséquence renforce lyad Allaoui. Ces deux derniers dirigeants, apparemment opposés, ont des atomes crochus : ils étaient tous les deux baasistes dans les années 60.

Le feuilleton électoral irakien doit donner le tourni aux Américains qui avaient ordonné à leurs forces spéciales, en 2004, de capturer Moqtada al-Sadr « *mort ou vif* » et qui l'ont inscrit, depuis, sur leur liste noire.

A peine James F. Jeffrey, ambassadeur des Etats-Unis à Bagdad, avait-il mis en garde Nouri al-Maliki contre la menace que représentait le *Sayyed* pour la démocratie en Irak (3), qu'il a appris qu'lyad Allaoui, favori de la CIA et du MI6 britannique, et Moqtada s'étaient téléphoné à plusieurs reprises, ces derniers jours, pour parler de la formation du prochain gouvernement !

A suivre...

Notes :

(1) Allawi – Al-Hakim Alliance to be Announcement Soon, par Ma'ad Fayad (Asharq al-Awsat - 21/10/10)

<http://www.aawsat.com/english/news.asp?section=1&id=22737>

(2) Moqtada al-Sadr et la « démocratie participative »

<http://www.france-irak-actualite.com/article-moqtada-al-sadr-et-la-democratie-participative-48850603.html>

(3) Nouri al-Maliki : dernière ligne droite avant second mandat ?
<http://www.france-irak-actualite.com/article-nouri-al-maliki-derniere-ligne-droite-avant-second-mandat-59278360.html>

G. Munier/X.Jardez

Publié le 23 octobre 2010 avec l'aimable autorisation de Gilles Munier

Source : France Irak

<http://www.france-irak-actualite.com/...>

Les grandes manœuvres

Al-Maliki sur le chemin de Damas

Depuis qu'avec l'accord au moins tacite des Etats-Unis, l'Iran a renouvelé son soutien à Nouri al-Maliki et forcé Moqtada al-Sadr à le rejoindre, le Premier ministre sortant est en tête des postulants. Mais ce n'est pas sans remous. Le Syyed parle de ligne rouge à ne pas dépasser si Maliki veut le garder dans son camp et des députés de l'Alliance de l'Etat de droit – son bloc électoral - lui reprochent de s'être allié à un « criminel » ou à un « individu ingérable ». Les Kurdes veulent bien lui accorder leur soutien, mais en échange d'engagements écrits sur l'avenir de Kirkouk. Joe Biden, vice-Président des Etats-Unis, réclamant la constitution d'un gouvernement d'unité nationale, Maliki a mis de côté son amour propre pour aller à Damas demander conseil au Président Bachar al-Assad qu'il insultait il y a quelques mois.

De l'autre côté de l'échiquier, la situation est tout aussi agitée. Iyad Allaoui, dont les Américains ont rogné les ailes, n'espère plus devenir Premier ministre, mais fait semblant. Il se serait bien consolé dans le fauteuil de Président de la République. Comme cela n'en prend pas le chemin, il se contenterait de la présidence du Parlement. Lui aussi a des difficultés à maintenir la discipline dans son camp : le Parti Tawafuq et la liste Irak unie – 10 députés à eux deux – ont constitué l'Alliance centriste irakienne pour négocier avec Maliki, leur entrée au gouvernement.

Adel Abdel Mahdi, le petit dernier, ronge son frein. Son suivisme pro-iranien inconditionnel ne lui a été d'aucun secours et sa réputation de « candidat de la France » l'a plutôt desservi. S'estimant « en réserve de la République », il tente de se donner une image de candidat nationaliste et de rallier à lui les sadristes déstabilisés par le retournement tactique de Moqtada al-Sadr. Il espère tout de même être réélu vice-Président de la République. Tout dépendra en définitive des équilibres concoctés à Téhéran.

A suivre...

<http://www.france-irak-actualite.com/article-irak-la-foire-d-empoigne-parlementaire-58887851.html>

Assad et Maliki scellent la réconciliation syro-irakienne.

Nb Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information..

Le président syrien, Bachar el-Assad, et le Premier ministre irakien sortant, Nouri al-Maliki, ont scellé hier à Damas la réconciliation de leurs pays. MM. Assad et Maliki ont convenu de la nécessité de la formation d'un gouvernement d'union nationale en Irak, tout en mettant l'accent sur le souci d'établir de meilleures et solides relations bilatérales.

Le président syrien, Bachar el-Assad, a appelé à la formation d'un gouvernement d'union nationale en Irak représentatif de l'ensemble des forces politiques, en recevant hier à Damas le Premier ministre irakien sortant, Nouri al-Maliki. La visite de M. Maliki marque la fin de plus d'un an de brouille entre les deux pays voisins, liée surtout à des questions de sécurité. M. Maliki, fort du soutien d'une coalition de partis chiites, multiplie les tractations en vue de sa nomination à la tête d'un nouveau gouvernement après sept mois d'impasse politique consécutive aux législatives de mars.

Après avoir reçu ces dernières semaines les principaux protagonistes de la scène politique irakienne, dont Iyad Allaoui, le grand rival de M. Maliki, le président syrien a appelé à « la formation d'un gouvernement d'union nationale, représentant toutes les composantes irakiennes », selon l'agence syrienne SANA. Il a affirmé la position de son pays « qui se trouve à égale distance de tous les Irakiens et appuie tout ce dont conviennent les fils de l'Irak ».

De son côté, M. Maliki a, selon SANA, remercié M. Assad « dont le pays tient à aider les Irakiens à rétablir la sécurité et la stabilité chez eux et à préserver leur unité et celle de leur territoire ». Il a aussi souligné « le souci de la direction irakienne d'établir de meilleures et solides relations avec la Syrie dans tous les domaines », toujours selon SANA. Cité par un communiqué de son bureau à Bagdad, M. Maliki a dit « travailler à former un gouvernement équilibré, auquel chacun aura le sentiment d'appartenir. Les choses avancent dans le sens d'un réel partenariat entre tous les groupes ».

L'Irak et la Syrie avaient rappelé leurs ambassadeurs en août 2009, Bagdad ayant accusé Damas d'abriter deux commanditaires d'attaques qui avaient fait une centaine de morts et 600 blessés en août 2009 à Bagdad. Mais en septembre dernier, les deux voisins avaient convenu de rétablir des relations diplomatiques complètes, et l'ambassadeur d'Irak a repris dimanche ses fonctions à Damas. MM. Maliki et Assad ont aussi souhaité, selon SANA, « surmonter tous les obstacles entravant » la coopération politique, économique et commerciale bilatérale. Le dirigeant irakien devait également s'entretenir lors de sa courte visite avec son homologue syrien, Naji Otri.

Les divergences apparues entre Damas et Bagdad reflètent, semble-t-il, celles qui séparent, à propos de l'Irak, la Syrie, où M. Maliki se rend pour la première fois, et l'Iran, dont le président Mahmoud Ahmadinejad effectue sa première visite au Liban. La Syrie a adopté une approche plus conciliante avec l'Irak, avec lequel elle partage 600 km de frontière, depuis que M. Ahmadinejad a rencontré M. Assad à deux reprises au cours des dernières semaines. Selon Jihad Zein, commentateur chevronné du journal an-Nahar, l'Iran et la Syrie seraient parvenus à un modus vivendi laissant à l'Iran les mains libres en Irak en échange d'une plus grande marge de manœuvre de la Syrie au Liban, où tous deux soutiennent le Hezbollah.

[http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/674826/Assad et Maliki scellent la reconciliation syro-irakienne.html](http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/674826/Assad+et+Maliki+scellent+la+reconciliation+syro-irakienne.html)

Prisons, exactions & torture

Tarek Aziz en grève de la faim.

L'ancien ministre des Affaires étrangères de Saddam Hussein a entamé une grève de la faim pour protester contre la peine de mort qui vient d'être prononcée contre lui par la justice irakienne, a-t-on appris auprès de son avocat Me Badie Aref.

Mardi, Tarek Aziz a été condamné à la mort par pendaison. Agé de 74 ans, l'ancienne vitrine de la dictature bassiste était jugée pour avoir participé à la répression contre les membres du parti al-Dawaa, dont le premier ministre actuel, Nouri al-Maliki est membre. Il a trente jours pour faire appel.

Le Vatican et la Russie ont appelé Bagdad à ne pas exécuter la peine capitale.

En France, des Irakiens bien en cour auprès du pouvoir à Bagdad cherchent à convaincre la justice d'épargner Tarek Aziz, qui est malade et déjà condamné à 22 ans de prison.

Mais « pour l'instant, on nous a répondu que ce serait difficile », précise l'un de ces Irakiens, lui-même victime de la répression sous Saddam Hussein, mais qui prône désormais la réconciliation entre communautés.

Pour que la peine capitale soit commuée, il faut que deux des trois membres du conseil présidentiel – composé du premier ministre, du président du Parlement et du président de la République – refusent de signer le décret d'exécution de la pendaison.

29 octobre

<http://blog.lefigaro.fr/malbrunot/2010/10/tarek-aziz-en-greve-de-la-faim.html>

Décès de l'ancien chef d'état-major de l'armée sous Saddam Hussein.

L'ancien chef d'état-major de l'armée irakienne sous Saddam Hussein, le général Ibrahim Ahmad Abdel Sattar, condamné à la prison à vie, est mort jeudi d'un cancer dans un hôpital de Bagdad, a indiqué vendredi un porte-parole du ministère de la Justice.

"Il est mort hier tôt dans la matinée à l'hôpital de Karkh d'un cancer", a affirmé à l'AFP Boucho Ibrahim.

Agé de 54 ans et appartenant à la même tribu des "Tikriti" que Saddam Hussein, Ibrahim Abdel Sattar avait été arrêté le 15 mai 2003 par les forces américaines, un peu plus de deux mois après l'invasion de l'Irak.

Chef d'état-major depuis 1999, Ibrahim Abdel Sattar était le valet de pique dans le jeu de cartes des chefs du parti Baas recherchés par les Américains.

Le 2 mars 2009, il avait été condamné à la prison à vie

Détenu dans un camp américain, le camp Cropper, Ibrahim Abdel Sattar avait été transféré en juillet 2010 dans la prison irakienne de Kazamiya.

Il s'agit du deuxième haut dignitaire de l'ancien régime mort en prison.

Le 2 décembre 2005, l'ancien Premier ministre irakien Mohammad Hamza al Zoubeidi était mort dans un hôpital militaire américain, sans que la raison de son décès ne soit connue.

(AFP / 29 octobre)

b) Les occupants

1) Usa

Obama - Clinton

Rice : "Nous avons commis des erreurs en Irak" ...

Condoleezza Rice admet que l'administration Bush a commis des erreurs, dans la guerre contre l'Irak, en 2003.

"Nous avons commis notre part d'erreurs, cela ne fait aucun doute "Si c'était à refaire, j'approuverais la chute du régime de Saddam, mais en ce qui concerne la reconstruction de l'Irak, il faudrait choisir d'autres options.", ", a déclaré l'ancienne secrétaire d'Etat à Reuters.

La guerre américaine, en Irak, a coûté la vie à plusieurs centaines de milliers d'Irakiens et la reconstruction de ce pays prendra plusieurs années.

17/10/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=158348&language=fr>

Londres, principal partenaire militaire de Washington

La Grande-Bretagne restera le principal partenaire militaire des Etats-Unis, lit-on dans une déclaration de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton consacrée au Rapport de sécurité et de défense stratégique (Strategic Defense and Security Review) présenté mardi à la chambre des Communes par le premier ministre David Cameron.

"Nous apprécions hautement la contribution de la Grande-Bretagne à la sécurité internationale et le désir de ce pays de maintenir son potentiel militaire, qui a permis à nos forces armées d'agir efficacement main dans la main dans de nombreuses régions du monde", a souligné la chef de la diplomatie américaine.

Le rapport prévoit une coupe de 8% dans le budget militaire du pays. Davis Cameron a également réaffirmé son intention de réduire de 7.000 personnes les effectifs de l'armée, de 5.000 ceux des Forces aériennes et de 5.000 le personnel de la Marine de guerre.

Dans le même temps, le premier ministre a fait savoir qu'il ne réduirait pas les dépenses pour l'opération en Afghanistan et que les militaires britanniques engagés dans ce pays recevraient des équipements supplémentaires.

Après avoir constaté que Londres avait préparé un rapport très circonstancié, Mme Clinton a souligné que le nouveau budget équilibré permettrait à la Grande-Bretagne "d'honorer tous ses engagements contractés au sein de l'OTAN et de rester le plus fort partenaire des troupes américaines dans leur désir d'affaiblir le niveau de menaces au XXIe siècle".

20/10/2010

<http://fr.rian.ru/>

Prisons, exactions & torture

Un soldat américain dévoile de nouvelles humiliations infligées aux prisonniers irakiens.

Ethan McCord est un franc-tireur.

Ce vétéran d'Irak a dénoncé à plusieurs reprises les méthodes en vigueur dans l'armée américaine. Mercredi, il a récidivé. Sur un blog hébergé par Michael Moore, il publie des vidéos qu'il a filmées en 2007.

Un soldat américain dévoile de nouvelles humiliations infligées aux prisonniers irakiens

Ces clips montrent «des abus contre des prisonniers. Pas des abus physiques, mais mentaux, dégradants, qui sont souvent pires que de simplement frapper une personne», raconte McCord.

Dans la première, ci-dessous, un soldat se moque d'un prisonnier, lui répétant «tu vas aller en prison».

Dans la suivante, plusieurs soldats narguent en chantant un prisonnier aux yeux recouverts de lunettes pour le maintenir dans le noir, un outil classique pour désorienter sa victime.

Dans la dernière, un soldat oblige (pendant 45 minutes) un prisonnier à lever et baisser ses mains.

Une division à la réputation déjà controversée

Dans l'absolu, les abus ici filmés sont loin de la torture pratiquée à Abu Ghraib (Irak) et Bagram (Afghanistan).

Mais selon McCord, elles montrent «un mal endémique du système», avec des soldats «qui se comportent comme on le leur a appris».

Surtout, il s'agit ici d'une division de soldats qui avait déjà fait la une des journaux: Bravo Company, 2nd Battalion, 16th Infantry. La fameuse vidéo «Meurtre collatéral», publiée par Wikileaks début 2010, c'était déjà eux. Deux photographes de Reuters avaient trouvé la mort, les soldats ayant confondus leur matériel photo avec des armes. Ethan McCord avait alors sorti deux enfants blessés d'un van. Une expérience qu'il raconte dans la vidéo ci-dessous: «J'étais bouleversé ce soir-là. Je suis allé voir mes supérieurs, pour demander un soutien psychologique. Ils m'ont menacé de me poursuivre, prétendant que j'étais 'un malade imaginaire'».

14/10

<http://fr.news.yahoo.com/82/20101015/twl-un-soldat-amricain-dvoile-de-nouvell-8f38f87.html>

a) Les voisins

Iran

Le Premier ministre irakien Maliki en visite en Iran

Nouri Al-Maliki a rencontré Mahmoud Ahmadinejad, dans l'espoir de rallier des soutiens à sa candidature à la tête d'un futur gouvernement en Irak.

Nouri al-Maliki, le Premier ministre irakien sortant, est actuellement en tournée au Proche-Orient. Il est en quête de soutiens régionaux pour appuyer sa candidature à la tête d'un nouveau gouvernement en Irak, plus de sept mois après les élections législatives.

Nouri al-Maliki s'est auparavant rendu en Syrie et en Jordanie. Il multiplie les tractations pour se faire nommer à la tête du gouvernement, après les législatives du 7 mars dernier qui n'ont donné à aucun parti la capacité de former seul le cabinet.

Washington minimise le poids de cette visite

La diplomatie américaine invite à ne pas "sur-interpréter" la visite en Iran de Nouri al-Maliki, malgré la tendance de Téhéran à "s'immiscer" dans les affaires de l'Irak.

"Nous pensons que l'Iran peut être un meilleur voisin en respectant la souveraineté irakienne et en cessant de soutenir ceux qui utilisent la violence en Irak". Les Etats-Unis sont impatients de voir émerger un gouvernement irakien, plus de sept mois après les élections législatives dans ce pays.

Soutien de l'Iran

Le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Raouf Sheibani, a clairement signifié l'appui de Téhéran à cette candidature : "dans la situation actuelle (...) le choix de Nouri al-Maliki, qui a une longue expérience dans la direction du pays (...), semble être un des choix appropriés pour l'Irak".

Maliki, accueilli à son arrivée par le ministre des Affaires étrangères Manouchehr Mottaki, a également rencontré le vice-président iranien, Mohammad Reza Rahimi, qui a offert "l'aide de l'Iran pour la reconstruction de l'Irak".

Les deux pays, à majorité chiite, ont renforcé ces dernières années leurs relations économiques et commerciales. "Nous allons mettre en place un gouvernement au service de tous les Irakiens et progresser dans la reconstruction de notre pays", a déclaré Maliki lors d'une rencontre avec le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei.

Lors de sa rencontre avec Maliki, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a quant à lui émis l'espoir qu'"avec la formation du gouvernement irakien, la période difficile sera terminée pour le peuple, et grâce à la coopération de tous les groupes irakiens (...) les gens atteindront le bien-être et la prospérité", selon le site de la télévision d'Etat.

Dimanche, le prédécesseur et concurrent de Maliki, Iyad Allawi, un chiite soutenu par les sunnites, a accusé l'Iran de "mettre la région sens dessus dessous et de la déstabiliser en déstabilisant l'Irak". En Irak, "l'Iran essaye de modifier le processus politique en fonction de ses intérêts", a-t-il dénoncé sur la chaîne américaine CNN.

19/10

Syrie

Nouri al-Maliki à Damas ...

Le Premier ministre irakien sortant Nouri al-Maliki se rend mercredi à Damas pour rencontrer le président Bachar al-Assad, après une brouille de plus d'un an, a annoncé mardi son bureau.

M. Maliki chercherait à obtenir de la Syrie qu'elle joue de son influence auprès des forces politiques en Irak opposées à sa nomination pour diriger le prochain gouvernement qui n'a toujours pas été formé sept mois après les législatives.

"Le Premier ministre Nouri al-Maliki entamera demain mercredi une visite dans le pays frère, la Syrie, où il rencontrera le président Bachar al-Assad et le Premier ministre Mohammad Naji Otri", a précisé un communiqué du bureau de M. Maliki à Bagdad.

"Cette visite vise à améliorer les relations dans les domaines politique, économique et commercial, dans l'intérêt des deux pays", a ajouté le texte.

Elle est la première d'une série d'autres visites qui doivent le conduire "dans différentes capitales arabes pour répondre aux invitations qu'il a reçues", a poursuivi son bureau sans préciser ces capitales.

Damas et Bagdad avaient rappelé leurs ambassadeurs en août 2009, l'Irak ayant accusé la Syrie d'abriter deux commanditaires d'attaques particulièrement meurtriers qui avaient fait une centaine de morts et 600 blessés le 19 août 2009 dans la capitale irakienne.

Mais en septembre, les deux pays voisins avaient convenu de rétablir des relations diplomatiques complètes, et l'ambassadeur d'Irak a repris dimanche ses fonctions à Damas.

Les attaques d'août 2009 avaient été revendiquées par Al-Qaïda. Mais un suspect avait affirmé dans des "aveux" télévisés être membre du Baas irakien et mis en cause deux responsables de cet ex-parti de l'ancien président Saddam Hussein, Sattam Farhan et Mohammed Younès al-Ahmed, basés en Syrie.

L'Irak avait ensuite posé comme préalable à une normalisation que la Syrie lui remette les personnes suspectées de planifier des attaques. Le porte-parole du gouvernement irakien, Ali Dabbagh, avait alors indiqué qu'une liste de noms avait été remise à Damas.

Mais en septembre, M. Dabbagh avait affirmé qu'il n'y avait "aucun lien" entre la question des relations syro-irakiennes et cette demande d'extradition, tout en précisant que celle-ci était toujours valable.

Cette crise diplomatique avait mis un coup d'arrêt à un long processus de rapprochement entre la Syrie et l'Irak qui avaient repris leurs relations diplomatiques en novembre 2006, après 26 ans de rupture. Les deux voisins étaient dirigés par des branches rivales du parti Baas.

M. Maliki, fort de l'appui du mouvement chiite dirigé par Moqtada Sadr pour diriger le prochain gouvernement, fait face à l'opposition de la liste Iraqiya de l'ex-Premier ministre Iyad Allawi, soutenue par les sunnites, et du Conseil supérieur islamique d'Irak (CSII, chiite) d'Ammar al-Hakim.

Il espère obtenir de la Syrie l'appui à sa candidature et qu'elle intervienne auprès de MM. Allawi et Hakim pour qu'ils assouplissent leurs positions.

AFP /

12 octobre

<http://www.romandie.com/ats/news/101012112155.5mffy7n6.asp>

Assad plaide pour un gouvernement d'union nationale.

L'Irak doit avoir un gouvernement d'union nationale qui représente l'ensemble de la société irakienne, toutes composantes politiques confondues, a déclaré mercredi le président syrien Bachar al-Assad lors d'un entretien avec le premier ministre irakien Nouri al-Maliki, en visite à Damas.

La Syrie a "de nouveau insisté sur la nécessité de former rapidement un gouvernement irakien qui garantisse la participation de tous les groupes de la société irakienne au processus politique pour préserver l'unité, la stabilité et la sécurité de l'Irak", rapporte l'agence syrienne SANA en référence aux propos du président Assad.

Les forces politiques irakiennes n'arrivent toujours pas à former un nouveau gouvernement après plusieurs mois d'impasse politique consécutive aux élections législatives tenues début mars dernier. Des experts avertissent que cette impasse politique pourrait s'avérer dangereuse sur fond de retrait des troupes américaines.

Dans ces conditions, le président Assad a réitéré soutien de la Syrie à toute entente inter-irakienne basée sur la préservation de l'intégrité et de la souveraineté de l'Irak. Il a aussi retenu l'importance de la non-ingérence dans les affaires internes de l'Irak.

Les relations entre Damas et Bagdad se sont dégradées cette année après que l'Irak eut accusé la Syrie d'abriter les commanditaires d'attaques qui ont fait une centaine de morts et 600 blessés le 19 août 2009 à Bagdad.

Damas a catégoriquement démenti son implication.

L'actuelle visite du premier ministre irakien à Damas témoigne du désir réciproque des parties de normaliser leurs relations.

14/10/

<http://fr.rian.ru/world/20101013/187627489.html>

3 Dans le monde

France

À la Foire de Bagdad, la France entend afficher son volontarisme économique ...

Pour la première fois depuis 1990, des patrons français vont rallier la capitale irakienne grâce à un vol direct en provenance de Paris.

Destination : la Foire internationale de Bagdad, afin de se positionner dans un pays en pleine reconstruction...

En Irak, la France a de l'ambition.

Et elle l'affiche : pour la deuxième année consécutive, celle-ci sera l'un des cinq pays les plus largement représentés - sur 25 - à la Foire internationale de Bagdad qui s'ouvre lundi prochain. Une quarantaine d'entreprises seront du voyage. Parmi elles, des poids lourds de l'industrie hexagonale comme Alstom, Lafarge, Schneider Electric, Peugeot ou Sanofi-Aventis, mais aussi des petites et moyennes entreprises (PME).

Le groupe Lassarat, une entreprise de peinture industrielle, a par exemple décidé d'aller tâter le terrain. La société a déjà travaillé en Irak. C'était avant la première guerre du Golfe. "Une partie de nos clients sont des sociétés pétrolières, explique Olivier Lassarat, le PDG. Il y a beaucoup de projets de reconstructions en Irak. Nous allons à Bagdad pour nous rendre compte du potentiel et des conditions de sécurité, sans savoir pour l'instant si nous donneront suite."

La société Riou Glass, elle aussi, considère cette participation à la foire comme une première approche. L'une de ses filiales fabrique des vitres de haute sécurité. "À priori, il y a tout à faire en Irak, explique Sébastien Joly, responsable marketing de l'entreprise. Nous allons profiter de ce séjour pour mieux identifier les besoins des acteurs locaux et, peut-être, trouver un agent ou un distributeur local."

Vol direct Paris-Bagdad

À l'occasion de la Foire internationale de Bagdad, la compagnie aérienne Aigle Azur inaugure samedi une liaison directe entre Paris et la capitale irakienne. Une première depuis l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein, en 1990... La société, qui avait déjà été la première à retourner en Algérie en 2001, espère assurer deux vols par semaine vers Bagdad à partir du début de l'année 2011.

FRANCE-IRAK, LES CHIFFRES

- Les besoins en matière de reconstruction sont estimés à **600 milliards** de dollars
- La croissance prévue en 2010 est de **7 %** - elle était d'environ 5 % en 2009 et 9,5 % en 2008
- L'Irak possède les **3e réserves mondiale de pétrole**. Le pétrole représente près de **60 % du PIB**, 85 % des recettes budgétaires et 95 % des exportations
- Les exportations françaises ont été **multipliées par 2,4** entre 2008 et 2009 (**413 millions d'euros**). Elles ont progressé de 65 % au premier semestre de 2010.
- **Lafarge** est le premier investisseur français en Irak

La **CMA-CGM** exploite 2 quais du port d'Umm Qasr et est la première compagnie maritime à desservir l'Irak - **Total**, qui va participer au développement du champ pétrolier d'Halfaya, dans le sud-est du pays, pourrait devenir l'un des premiers investisseurs en Irak

- Les premiers partenaires commerciaux de l'Irak sont **la Syrie, la Turquie et l'Iran**

"C'est un évènement historique, assure Boris Boillon, ambassadeur de France à Bagdad. Le message symbolique est très fort, cela marque la fin de l'isolement de l'Irak et la victoire sur le terrorisme. C'était aussi le

chaînon qui nous manquait pour faire revenir les entreprises en Irak. Nous pouvons désormais les prendre en charge, de l'obtention du visa à leur séjour sur place."

En février, le ministre français de l'Industrie, Christian Estrosi, a inauguré à Bagdad un Centre français des affaires. Située juste en face de l'ambassade de France, dans le quartier ultra sécurisé d'Abu Nawas, cette structure issue d'un partenariat public-privé propose toute une gamme de services aux entreprises : bureaux, hébergement, veille stratégique... "Aujourd'hui il est possible, à condition de respecter certaines conditions de sécurité, de revenir à Bagdad et d'y faire des affaires", avait affirmé le ministre à cette occasion.

"La France veut aider l'Irak à se reconstruire et à normaliser ses relations sur le plan politique, stratégique, économique, culturel, structurel, reprend Boris Boillon. Les entreprises françaises ont des compétences reconnues en matière de reconstruction, que ce soit dans le secteur de la santé, de l'eau, de l'assainissement, des transports... Dans ces domaines clés, il est essentiel qu'elles soient présentes."

600 milliards pour la reconstruction

Essentiel pour les Irakiens... mais aussi pour la France : l'Irak est en effet un pays de plus de 30 millions d'habitants, ses besoins de reconstruction sont estimés à 600 milliards de dollars ces prochaines années, et sa prévision de croissance est de 7 % en 2010... "L'avenir appartient aux ambitieux et à ceux qui se lèvent tôt ! lance Boris Boillon. Si nous ne sommes pas là aujourd'hui, ensuite il sera trop tard."

Malgré ce volontarisme, la France ne compte pour l'instant qu'une minime part du marché irakien. L'ambassade avance le chiffre de 1,4 %. Le Centre des affaires héberge une dizaine d'entreprises. Une vingtaine sont physiquement implantées en Irak, par le biais d'agents locaux ou d'expatriés.

"Cette politique de la France en Irak procède d'une volonté présidentielle, d'un désir de réaffirmer la position de Paris dans la région et de se distinguer, explique Peter Harling, spécialiste de l'Irak chez International Crisis Group (ICG). Nicolas Sarkozy souhaite que la France occupe l'une des premières places dans ce pays, mais n'a pas forcément les moyens de ses ambitions. Pour compenser, elle fait appel au secteur privé, mais celui-ci est traditionnellement assez frileux, hostile au risque."

"S'ouvrir sur le monde"

Alors que, six mois après les législatives de mars, les négociations sur la formation d'un gouvernement national n'ont toujours pas abouti et que les violences font toujours près d'une dizaine de victimes chaque jour, n'est-il pas prématuré d'inciter les chefs d'entreprises français à miser sur l'Irak ?

Pour Boris Boillon, la réponse est clairement non. "Il est faux de dire qu'il n'y a pas d'institutions ; il y a un gouvernement qui gouverne et prend des décisions tous les jours. Les 32 millions d'Irakiens ont besoin de s'ouvrir sur le monde, et si le risque zéro n'existe pas, la sécurité s'est fortement améliorée. Al-Qaïda n'a pas réussi à s'implanter et les forces de sécurité irakiennes remportent des victoires au quotidien."

"Le fonctionnement des institutions est très variable selon les secteurs, tempère toutefois Peter Harling. Le processus de stabilisation va être lent et difficile. Il est tout à fait justifié que les entreprises françaises occupent le terrain ; il faut simplement que les entreprises françaises veillent à construire sa crédibilité pas à pas."

<http://www.france24.com/fr/20101029-foire-internationale-bagdad-france-affiche-volontarisme-economique-irak>

4 Lutte pour la libération du territoire

Pertes déclarée du contingent en fin de mission de combat

Les armées répugnent à donner des chiffres officiels

Pertes des forces collaboratrice locales - Province non précisée

12/10

Quatre hommes ont été exécutés lundi par des membres de leur propre clan, vêtu d'uniformes militaires. Ces derniers les accusaient d'avoir informé les autorités sur Al-Qaïda, rapporte une source proche des services de sécurité.

L'un a survécu et a été hospitalisé. "Cette zone était un bastion d'Al-Qaïda autrefois", a expliqué la source, qui a requis l'anonymat. "Elle est habitée par une tribu, mais celle-ci est divisée en deux: l'une est affiliée à Al-Qaïda, l'autre y est opposée", a-t-il encore précisé.

<http://www.lejdd.fr/International/Moyen-Orient/Depeches/Irak-Quatre-membres-d-un-clan-executes-226170/>
13/10

Près de 30 personnes, dont sept pèlerins iraniens et neuf policiers, ont été blessés mercredi dans des attaques à l'explosif en Irak, a-t-on indiqué de source policière.

13-10

Cinq civils et quatre policiers ont été atteints par quatre bombes qui ont explosé simultanément au passage d'une patrouille de police à Yarmouk, dans l'ouest de Bagdad.

<http://lci.tf1.fr/filnews/monde/attaques-en-irak-pres-de-30-blesses-6097403.html>

13-10

Cinq policiers, dont un gradé, ont été blessés par une bombe à Wathaq, dans le centre de la ville, alors qu'à Karada, une bombe magnétique fixée à une voiture gouvernementale a blessé deux passagers et deux passants.

<http://lci.tf1.fr/filnews/monde/attaques-en-irak-pres-de-30-blesses-6097403.html>

Les combats par provinces

1-1 Bagdad

11/10

Le chef de la police scientifique irakienne a été blessé dans un attaque lundi à Bagdad, qui a coûté la vie à son chauffeur alors que neuf autres ont été tués dans deux autres attaques, selon une source du ministère de l'Intérieur.

Une bombe placée sur la voie rapide dans l'est de Bagdad a explosé au passage du convoi du général, le blessant ainsi qu'un de ses gardes et un automobiliste, alors que son chauffeur a été tué, a précisé cette source.
<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hnnuJhzAfIMvxI3Xx3XKdjL9d82g?docId=CNG.01f562a800838297f216bd68a0f6bae6.b1>

11-10

Quatre personnes ont été blessées par une bombe près du stade Chaab, dans l'est de la capitale.

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hnnuJhzAfIMvxI3Xx3XKdjL9d82g?docId=CNG.01f562a800838297f216bd68a0f6bae6.b1>

14-10

A Jorf al-Nadaf, à 10 km au sud-est de Bagdad, le garde du corps du responsable politique, Karim Mahoud al-Mihmadawi, et trois passants ont été tués par une bombe qui a explosé au passage du convoi. Quatre passants ont été blessés.

AFP

14-10

Deux personnes ont été tuées, dont un policier, et une a été blessée dans le nord et le centre de la capitale, par des bombes magnétiques fixées à leurs voitures.

AFP

15-10

À Bagdad, l'explosion d'une bombe placée sous la voiture d'un commandant de la police a fait quatre blessés. Une autre attaque à la bombe visant une patrouille de sécurité à Bagdad a fait six blessés, dont quatre policiers.

AP

26-10

Dans le centre de Bagdad, une bombe visant le convoi du ministre du Plan Mehdi al-Alaq a tué un passant et blessé trois autres, mais le ministre et ses gardes sont indemnes, selon des sources médicales et du ministère de l'Intérieur.

AFP

27/10

Deux gardes des Waqf sunnites, office des biens religieux, ont été tués et quatre autres personnes blessées dans l'explosion d'une bombe près du siège de l'organisation à Bagdad, selon une source au sein du ministère de l'Intérieur.

AFP

27-10

Dans la capitale, une personne a été tuée et quatre blessées par un engin explosif accroché à une voiture, selon cette source.

AFP

1-2 Province d'Anbar

(vaste territoire à l'ouest de Bagdad comprenant les villes de Amiriya, Baghdadi, Diyarrah, Falloujah, Habbaniyah, Haditha, Haqlaniyah, Hawija Hit, Houssabayh, Karabilah, Khaldiyah, Koussaïba, Mahawil, Oubaïdi, Ramadi (capitale de la province d'Al-Anbar,) Kaïm (à la frontière avec la Syrie), Sindjar & Zaidan

Falloudja, à 50 km à l'ouest de Bagdad,

09-10

Des hommes vêtus d'uniformes noirs, (habituellement portés par les membres d'al-Qaïda,)... ont tué samedi trois fonctionnaires, dont deux frères, près de Fallouja, à 50 km à l'ouest de Bagdad, a indiqué la police. Les quatre victimes étaient employées par le ministère de l'Enseignement supérieur: les deux frères travaillaient dans l'administration, la troisième victime était un garde, et le blessé un chauffeur.

Par Europe1.fr

Saadiya, à 150 km au nord-est de Bagdad,

11-10

Trois soldats ont été blessés par une bombe qui a explosé au passage de leur patrouille, selon la police.

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hnnuJhzAfIMvxI3Xx3XKdjL9d82g?docId=CNG.01f562a800838297f216bd68a0f6bae6.b1>

Youssoufiya

11-10

Plusieurs attaques ont eu lieu en province. Des inconnus vêtus d'uniformes de l'armée irakienne ont abattu à l'aube quatre personnes et blessé deux autres à Youssoufiya, une localité à 25 km au sud de Bagdad.

Les victimes ont été tuées seraient membres des Sahwa, une milice qui mène depuis 2006 une guerre sans merci contre les résistants.

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hnnuJhzAfIMvxI3Xx3XKdjL9d82g?docId=CNG.01f562a800838297f216bd68a0f6bae6.b1>

1-4 Province de Diyala

Baqouba

26-10

Une bombe improvisée a explosé dans les environs de Baqouba, tuant six militaires, dont un officier, dans la nuit de lundi à mardi, selon des sources au sein des services de sécurité de cette ville située au nord-est de Bagdad.
AFP

Mouqdadiya, à 90 km au nord-est de Bagdad,

13-10

Sept pèlerins iraniens, dont deux femmes, ont été blessés ainsi que trois de leurs gardes irakiens, par un engin qui a explosé au passage de trois bus qui regagnaient l'Iran. Chaque jour 1.500 pèlerins iraniens entrent en Irak pour visiter les lieux saints chiites situés à Bagdad, Samarra, Kerbala et Najaf. Par ailleurs, selon une source du ministère de l'Intérieur, 18 personnes ont été blessées dans la capitale, dont neuf policiers.

<http://lci.tf1.fr/filnews/monde/attaques-en-irak-pres-de-30-blesses-6097403.html>

1-6 Province de Maysan,

15-10

Les forces de sécurité irakiennes ont annoncé mercredi avoir arrêté une vingtaine de résistants présumés lors d'une opération de deux jours menée dans le sud de l'Irak.

Selon un responsable irakien dans la province de Maysan, certains des résistants arrêtés sont soupçonnés de complot en vue d'assassiner un responsable de la police locale. D'autres sont soupçonnés de vols et d'attaques à Amarah, à 320 km au sud-est de Bagdad.

AP

1-7 Province de Salah ad-Din

Tikrit

19-10

Plusieurs bombes ont explosé mardi au domicile d'un haut responsable de la police irakienne à Tikrit, faisant onze morts, rapporte la police.

La maison du lieutenant-colonel Kaïs Farhan, commandant de l'unité d'urgence de Tikrit, a été totalement dévastée par ces bombes, dont l'une était dissimulée dans une motocyclette.

Les personnes décédées, dont quatre femmes et trois enfants, sont toutes des proches de l'officier. Quatre personnes ont également été blessées.

AFP

L'Irak en chiffres (depuis le début de la guerre de conquête en mars)

Peuple

Civils tués (depuis l'occupation)	1 367 331(chiffre minimum)
Civils blessés (depuis l'occupation)	1.148.434(chiffre très très minimum)
Civils violés (par les troupes d'occupations)	2.507 (voir Ibrahim Allousch
Civils/Résistants arrêtés : (une dizaine par jour...)	8.945 (chiffre minimum)
Résistants (décrit tel quel) tués	4.127(chiffre minimum)
Résistants (décrit tel quel) blessés	3.893 (chiffre minimum)
En prison	1.900 (chiffre minimum)
Embargo	750.000 enfants (chiffre minimal)

Embargo	750.000 adultes (chiffre moyen)
Militaires irakiens tués pendant l'invasion	45.596 (chiffre minimal)
Civils tués pendant l'invasion	120.200 (chiffre minimal)
Coalition	
Nombre de Soldats tués (ou morts...)	34.711
Soldats rapatriés (blessés ou malades)	744..113
(*) dont 10% meurent en cours de route ou à l'hôpital	
Disparus (dans la nature)	1.014
Désertions	5.501
Mutinerie	2 corps + 25
Aide psychologique	66.108***
Suicides	5.683 (chiffre très minimal)
Mercenaires tués	986
Mercenaires blessés	7 106
Policiers/soldats/miliciens irakiens tués	13.671
Policiers /soldats/miliciens irakiens blessés	27.530 (chiffre minimal)
Policiers /soldats irakiens disparus (dans la nature)	13.916
Autres tués (collaborateur)	5780
Autres blessés (collaborateur)	9.783

Nombre d'attaques de la résistance de 2003 à 2008: 164.001,

Oléoducs, les infrastructures pétrolières & d'électricité	464 attaques (grand minimum)
Infrastructures du rail	195 attaques (idem)
Hélicoptères	104 ++ (idem)
Avions (& drone)	29 ++

Ces totaux sont obtenus par le recoupement (si possible) des chiffres des pertes communiqué par la résistance & les médias occidentaux + XINHUANET

Number Of Iraqis Slaughtered In US War And Occupation Of Iraq "[1,331,578](#)"

Cost of U.S. War and Occupation of Iraq

\$740,317,865,453

14.43

<http://www.costofwar.com/>

http://www.nationalpriorities.org/costofwar_home

[For more details, click here.](#)

Selon l'armée des USA que 77.000 Irakiens ont été tués sur près de cinq ans.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information..

Près de 77.000 civils et agents des services de sécurité irakiens ont été tués entre début 2004 et l'été 2008, selon un bilan diffusé par l'armée américaine.

Des chiffres bien inférieurs à ceux du gouvernement irakien, qui a fait état l'an passé de 85.694 morts sur la période allant du début de l'année 2004 au 31 octobre 2008.

Le bilan des victimes de la guerre en Irak a donné lieu à d'importantes contestations en raison des enjeux hautement politiques d'un conflit auquel se sont opposés de nombreux pays et une grande partie de l'opinion publique américaine.

Défenseurs de l'intervention et opposants se sont mutuellement accusés de manipuler les bilans afin de faire basculer l'opinion.

L'armée américaine a résisté à plusieurs reprises aux demandes de l'Associated Press de diffuser un bilan sur les victimes civiles irakiennes, et ces nouveaux chiffres ont été diffusés sans publicité, explications ni commentaires lors de leur mise en ligne sur le site web du Commandement central américain en juillet.

Les chiffres ont été découverts cette semaine à l'occasion d'un contrôle de l'AP concernant les bilans des victimes civiles et militaires qui avaient été demandés en 2005 sur la base de la législation sur le droit à l'information.

Un porte-parole du Commandement central américain à Tampa, en Floride, n'a pas expliqué dans l'immédiat comment le bilan avait été dressé et pourquoi ces chiffres avaient été diffusés.

Le porte-parole, le colonel Michael T. Lawhorn, n'a pas non plus apporté d'éclaircissements jeudi quant au fait de savoir si les nouveaux chiffres des victimes comprenaient des résistants présumés, ou si des combattants sunnites, soutenus par le gouvernement irakien, avaient été dénombrés parmi les membres des forces de sécurité irakiennes tués.

Selon les nouvelles données de l'armée américaine, 76.939 civils et membres des services de sécurité irakiens ont été tués et 121.649 autres blessés entre janvier 2004 et août 2008.

Un bilan éloigné de celui diffusé par le ministère irakien des droits humains. Dans un rapport rendu public en octobre dernier, il avait annoncé que 85.694 personnes avaient été tuées entre le début de l'année 2004 et le 31 octobre 2008, et 147.195 autres blessées.

Ces chiffres englobaient civils, policiers et militaires irakiens mais ne couvraient pas les décès de soldats américains, d'irakiens résistants ou d'étrangers.

A l'instar des nouveaux chiffres américains, ce rapport n'incluait pas les premiers mois de la guerre, ayant suivi l'entrée en action(...) des Etats-Unis en 2003.

Selon des estimations communiquées par l'Iraq Body Count, une organisation privée dont le siège se trouve en Grande-Bretagne, qui s'est intéressée aux victimes civiles depuis le début de la guerre, entre 98.252 et 107.235 civils irakiens ont été tués durant la période allant de mars 2003 au 19 septembre 2010.

Le groupe a utilisé des informations de presse et d'autres sources pour cette évaluation.

AP

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19